

# Grande-Bretagne : ce qu'écrivait Riposte Laïque en 2009, dans les Dessous du voile (suite)

Première partie :

<http://ripostelaique.com/grande-bretagne-ce-quecrivait-riposte-laique-en-2009-dans-les-dessous-du-voile.html>

En juillet 2008 la police de Dundee (Ecosse) a présenté ses excuses aux leaders islamiques à propos de la carte postale qui annonçait un nouveau numéro de téléphone pour les cas non urgents et qui représentait un chiot nommé Rebel. Les Britanniques adorent les chiens, mais ils n'auraient plus le droit de les représenter pour ne pas vexer les Musulmans, qui estiment que les chiens sont les animaux les plus impurs et que tout individu qui en a touché un, doit laver sept fois la partie du corps ayant été en contact avec la bête. Un conseiller municipal musulman, également membre du conseil de la police départementale, a rassuré la communauté musulmane en annonçant que les cartes avaient été retirées de la circulation.

Les mots Noël et Pâques sont bannis du calendrier scolaire dans de nombreuses régions pour éviter que les musulmans croient vivre dans un pays de tradition chrétienne.

En septembre 2008 le « Chef des Services Démocratiques » de Tower Hamlets (est de Londres) a demandé à tous les conseillers municipaux, qu'ils soient anglicans, catholiques, juifs ou athées, de respecter le ramadan par solidarité avec les conseillers musulmans. Ils devaient faire une pause pour la prière musulmane, retarder le conseil municipal de quarante-cinq minutes pour la rupture du jeûne et même éviter de manger et boire avant le coucher du soleil. On voudrait donc que la vie sociale s'organise autour des diktats de

l'Islam.

En juin 2008 la propriétaire d'un salon de coiffure a été condamnée par le tribunal à verser £4000 (5000 €) de dommages-intérêts à une coiffeuse musulmane pour préjudice moral. Cette dernière avait prévenu l'employeuse qu'elle n'ôterait pas son voile en travaillant. Sa candidature n'ayant pas été retenue, elle avait porté plainte pour discrimination, réclamant £34000 (43000 €) de dommages-intérêts. Les arguments judiciaires de l'accusée n'ont pas été suffisamment convaincants. Elle a expliqué que les cheveux d'une coiffeuse sont en quelque sorte l'image de marque d'un salon de coiffure. Elle a souligné qu'elle aurait agi de la même manière vis-à-vis d'une femme portant la casquette et refusant de l'enlever pour travailler. Elle a pu prouver qu'elle n'était pas raciste puisqu'elle avait un comptable d'origine étrangère et musulman.

On laisse les musulmans chiites célébrer l'Ashura dans les rues de Grande-Bretagne même si cette célébration comporte l'autoflagellation, pratique barbare, d'un autre âge et d'autres lieux. Au mois d'août 2008 s'est tenu le procès d'un musulman âgé de quarante-quatre ans qui avait ordonné à deux garçons de treize et quinze ans de se flageller dans les rues de Manchester avec un fouet muni de chaînes et lames (zanjeer). Les deux garçons, dont le dos était couvert de sang, ont dû être hospitalisés. L'interdiction de cette cérémonie est impensable au pays du multiculturalisme. De plus en plus de chaînes de télévision islamiques et arabophones sont autorisées en Grande-Bretagne. La chaîne El-Hiwar ne dissimule pas son caractère radical et son soutien aux terroristes.

En septembre 2008 on a annoncé que les toilettes du futur Parc Olympique de Londres seront construites en tenant compte de leur orientation par rapport à la Mecque. Les Musulmans n'ont pas le droit de faire face à la kiblah, la direction de la prière, quand ils sont aux toilettes. Des installations sanitaires spéciales pour les ablutions avant les prières sont également prévues.

En 2007 des milliers de livres sterling ont été dépensés pour

que la prison de Brixton (Londres) soit équipée de toilettes pour détenus musulmans. C'est le contribuable qui paye ! L'ancien Premier Ministre Tony Blair avait nommé Tariq Ramadan conseiller du gouvernement tout en sachant que cet homme était le petit-fils de Hassan al-Banna, fondateur des Frères Musulmans, et qu'il avait des positions pour le moins contestables. On se souvient de sa déclaration au sujet du moratoire sur la lapidation, comme si cette pratique cruelle, barbare et ignoble méritait qu'on s'y penche encore pour discuter de son éventuelle suppression.

On se souvient aussi qu'en 2004 ce même Tariq Ramadan fut invité au Forum Européen de la Fatwa et de la Recherche qui se déroula à l'Hôtel de Ville de Londres. Ramadan et l'ancien maire Ken Livingstone critiquèrent ensemble la loi du 15 mars interdisant en France les signes religieux ostentatoires dans les établissements scolaires. Ce même Tariq Ramadan est actuellement chercheur à l'Université d'Oxford grâce à l'intervention du gouvernement travailliste.

En janvier 2008 le gouvernement a décrété que les attentats terroristes perpétrés par les islamistes seraient désormais désignés comme « activités anti-islamiques ». La Ministre de l'Intérieur Jacqui Smith a déclaré que le comportement des extrémistes était contraire à leur foi. Par conséquent ils n'agissaient pas au nom de l'islam. Les autorités estiment qu'établir un lien entre le terrorisme et l'islam est incendiaire. Les autorités n'ont toujours pas compris que si c'est incendiaire, cela prouve qu'il existe bel et bien un lien entre le terrorisme et l'Islam ! La ministre fait encore semblant de croire que : « Il n'y a rien d'islamique dans le souhait de terroriser, il n'y a rien d'islamique dans les conspirations visant à tuer et provoquer souffrance et chagrin ».

L'ancien archevêque de Canterbury Lord Carey ne pourrait être qu'en désaccord avec Jacqui Smith. Melanie Phillips cite les propos qu'il avait un jour tenus : « Dans la longue histoire du martyr chrétien ou juif, il n'y a pas eu une seule personne qui en ait tuée une autre pour être un martyr. Alors

que dans la théologie du martyr musulman on tue des innocents, on va au paradis et Dieu bénit un acte aussi terrible. J'ai dit à des Musulmans : « Il faut que vous condamnerez cela » et ils m'ont répondu : « Je l'ai condamné ». Mais ils ne condamnent pas la théologie qui est derrière cela ». Les autorités ne comprennent pas que lorsque les associations et les députés musulmans demandent au gouvernement de retirer les troupes d'Irak pour que les violences cessent en Grande-Bretagne, ils pratiquent une sorte de chantage déguisé. Ils ne font que réitérer les demandes des terroristes, qui prennent la guerre en Irak comme prétexte pour déclencher leur guerre sainte contre le système démocratiquement élu.

Les revendications se font de plus en plus nombreuses. Les autorités sont prisonnières d'un cercle vicieux. Elles pensent que si elles exaucent les vœux des Musulmans (tribunaux de la charia, écoles musulmanes et autres), le terrorisme s'arrêtera. Bien sûr elles n'ont pas encore fait rentrer les soldats engagés auprès des Américains, mais elles sont en train de céder dans des domaines extrêmement sensibles, la Justice et l'Éducation.

Les cinq tribunaux de la charia qui existent à Londres, Birmingham, Bradford, Manchester et Nuneaton (est de Londres) instaurent un système légal parallèle et creusent le fossé qui sépare la communauté musulmane de l'État. Pour l'instant les tribunaux de la charia règlent des affaires de divorce, héritage, dommages simples, violence conjugale, mais plus tard ils pourraient être investis de compétences plus importantes. Bien sûr les premières victimes sont les femmes. Le tribunal islamique de Nuneaton s'est récemment prononcé sur le partage de la propriété d'un homme entre ses trois filles et ses deux fils. Les deux fils ont obtenu deux fois plus que les trois soeurs, charia oblige ! Si les cinq enfants s'étaient présentés devant un tribunal normal, la propriété aurait été divisée en cinq parts égales puisque les femmes ne sont pas discriminées par le système judiciaire britannique alors que les musulmanes le sont par le Coran.

Dans les six cas de violence conjugale récemment traités, les maris ont juste reçu l'injonction d'assister à des séances de maîtrise de la colère et à des colloques avec les aînés. A chaque fois, les femmes ont retiré la plainte. Quant aux écoles, le gouvernement incite les chefs d'établissement à faire intervenir des imams ou des intellectuels musulmans censés prouver que l'Islam est une religion de paix et d'amour. C'est l'Etat qui paye le billet d'avion lorsque ces intervenants se déplacent de l'étranger.

En mars 2008 le NUT (National Union of Teachers), syndicat d'enseignants, préconisait la nomination dans les écoles publiques de prédicateurs islamiques spécialisés dans la récitation du Coran. D'après le Secrétaire Général Steve Sinnott, la présence d'imams dans les écoles permettrait de combler le fossé entre les communautés. Le NUT semble avoir oublié certaines dérives comme celles dénoncées par le Daily Mail en juillet 2008 concernant une enseignante d'Histoire des Religions qui avait obligé les élèves d'un collège non confessionnel à s'agenouiller sur les tapis de prière et prier Allah en plein cours.

Ed Husain soutient qu'encore aujourd'hui dans les cours d'Histoire des Religions dans les écoles même non islamiques, on utilise comme manuel le livre Islam : Croyances et Enseignements de Gulam Sarwar, qui affirme : « Religion et politique ne font qu'un dans l'islam. De même que l'islam nous apprend à prier, jeûner, offrir l'aumône et effectuer le Hajj, il nous apprend aussi à gérer un Etat, constituer un gouvernement, élire conseillers et membres du parlement, rédiger des traités et faire des affaires et du commerce ». Sarwar déplore qu'il n'y ait pas de véritable état islamique dans le monde et loue les efforts des organisations qui oeuvrent pour l'instauration « de la loi d'Allah en terre d'Allah », telles Jamat-e-Islami et les Frères Musulmans.

Le refus de la laïcité fait du Royaume Uni un pays dans l'impasse. Tant que le religieux se mêlera du politique, tant qu'on fera des écoles des lieux de prière où on affiche une appartenance religieuse qui heurte la sensibilité de ceux qui

n'ont pas de religion ou de ceux qui croient en un autre dieu, il y aura des tensions. Tant qu'on n'aura pas le courage de reconnaître que la violence islamique est liée à l'Islam, on n'avancera pas. Tant qu'on cherchera le dialogue avec le Conseil Musulman de Grande-Bretagne, qui a toujours des liens avec le Jamat-e-Islami, les Frères Musulmans et le Hamas, on se fourvoiera. Tant qu'on n'aura pas compris que les 1740 mosquées que compte le pays ne sont pas uniquement des lieux de prière et que la construction d'autres mosquées ne peut que faciliter l'activité des radicaux colporteurs de haine, on n'aidera pas les jeunes influençables à éviter les pièges. Tant que les hommes politiques (Parti Travailleiste, Mouvement Travailleiste Musulman, Parti des Travailleurs Socialistes, Respect et autres) chercheront des alliés auprès de la communauté musulmane, dont l'objectif est l'obtention de droits particuliers, le monde du travail sera fragile, désuni et vulnérable.

Il faut savoir que les musulmans votent pour celui dont le programme représente leurs intérêts, qui n'ont rien à voir avec les intérêts des ouvriers, des employés, des travailleurs agricoles. Pendant la campagne électorale de 2005, le ministre travailliste Mike O'Brien, cité par Melanie Phillips, essaya de dissuader les musulmans de voter pour le conservateur Michael Howard de la manière suivante : « Demandez-vous ce que Michael Howard fera pour les musulmans britanniques. Sa politique étrangère visera-t-elle à aider la Palestine ? Vous donnera-t-il le choix d'envoyer vos enfants à une école confessionnelle ? Défendra-t-il le droit des femmes musulmanes de porter le hijab ? Se battra-t-il pour que la Turquie, pays musulman, adhère à l'UE ? » .

Tant qu'on favorisera une minorité et qu'on discriminera la majorité pour être politiquement correct, pour s'afficher anti-raciste et antiislamophobe, on provoquera désillusion et amertume et même la résurgence du fascisme et de la xénophobie. Les vêtements religieux islamiques et sikhs sont autorisés au travail, mais Melanie Phillips nous rappelle l'esclandre causé par la suspension d'une employée de la

British Airways qui portait une chaîne autour du cou avec une petite croix. Tant qu'on n'aura pas compris que les islamiques trouveront toujours un prétexte pour se présenter comme des victimes (Bosnie, Tchétchénie, Palestine, Irak, Afghanistan) et réclamer de plus en plus de droits au pays de la tolérance, on ne sortira pas de l'engrenage de la manipulation.

Tant que l'Etat britannique accèdera aux revendications communautaires, il maintiendra la ségrégation et l'aliénation, découragera la cohésion sociale et sera responsable de l'implantation graduelle, insidieuse et pernicieuse d'un système islamique de plus en plus aguerri.

Hormis les Sikhs, qui ont exigé et obtenu le port de vêtements religieux au travail, il n'y a que les islamiques qui multiplient les revendications communautaires et exigent que le système du pays s'adapte à leurs propres us et coutumes.

Lorsque l'Etat cède, c'est toute une nation qui perd son identité, c'est le vivre-ensemble qui est de plus en plus compromis, ce sont les valeurs occidentales qui sont piétinées, c'est la démocratie qui est menacée, ce sont les femmes et les jeunes filles qui sont opprimées. Le multiculturalisme, c'est la conception du citoyen comme un être ethnique et un être religieux plutôt qu'un être social.

**Rosa Valentini**